

**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL****CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**E/CN.4/SR.22
10 February 1947

ORIGINAL: FRENCH

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME**COMPTE-RENDU DE LA VINGT-DEUXIEME ET DERNIERE SEANCE
DE LA PREMIERE SESSION**Tenue à Lake Success, New York, le lundi 10 février 1947,
à 14 h. 30.**Présents :**

Presidente :	Mme Roosevelt	(Etats-Unis d'Amérique)
Vice-Président :	M. Chang	(Chine)
Rapporteur :	M. Malik	(Liban)
Membres :	M. Hodgson	(Australie)
	M. Del Rio	(Chili)
	M. Ebeid	(Egypte)
	M. Cassin	(France)
	Mme Mehta	(Inde)
	M. Ghani	(Iran)
	M. Dukes	(Royaume-Uni)
	M. Tepliakov	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
	M. Mora	(Uruguay)
	M. Ribnikar	(Yougoslavie)
Suppléants :	M. Lebeau	(Belgique)
	M. Guardia	(Panama)
	M. Bautista	(République des Philippines)

Représentants des Institutions spécialisées :

M. Hutchison	(O.I.T.)
M. Carnes	(UNESCO)
Melle Spiegel	(Fédération syndicale mondiale)

Organisations non gouvernementales

Consultants :	M. Campbell	(Alliance Internationale Coopérative)
	Mello Sender	(Fédération Américaine du Travail)
Sécrétariat :	M. Stanczyk	(Directeur du Département des Affaires sociales)
	M. Humphrey	(Secrétaire de la Commission)

Discussion et adoption du projet de rapport de la Commission des droits de l'homme au Conseil économique et social.
(Document E/CN.4/19).

1. Chapitre III, Paragraphe 4.

Par sept voix contre zéro, la Commission approuve le paragraphe 4, avec deux amendements quant à la forme proposés par M. HODGSON (Australie) : lire à la première ligne "has been set up" au lieu de "had been set up", et, à la cinquième ligne, "to submit recommendations" au lieu de "to formulate recommendations".

2. Chapitre IV : Sous-commission pour l'abolition des distinctions et la protection des minorités.

La Commission approuve le paragraphe 1 par 11 voix contre zéro.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose que l'on insère, à la troisième ligne du sous-paragraphe (a), entre le mot "abolition" et le mot "of", les mots "on grounds of race, sex, language or religion".

La Commission approuve le paragraphe 2 avec l'amendement proposé par M. Tepljakov par 11 voix contre zéro.

En ce qui concerne le paragraphe 3, relatif à la composition de la Sous-commission, le RAPPORTEUR suggère que la Commission adopte, "Mutatis mutandis", la procédure adoptée, le matin même, pour la Sous-commission pour la liberté d'information, en se remettant au Rapporteur et au Secrétariat des détails de rédaction.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) préférerait que la Commission adoptât la recommandation élaborée par le Groupe de rédaction.

La PRESIDENTE, parlant en sa qualité de membre de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, appuie la proposition du Rapporteur, en précisant qu'il appartiendrait à la Commission de désigner les membres de la Sous-

commission au cours de la séance suivante, au lieu de laisser ce soin au Conseil économique et social.

Répondant à une question posée par M. Tepliakov (Union des Républiques socialistes soviétiques), elle explique qu'en ce qui concerne la Sous-commission en question, il n'est pas aussi urgent d'en désigner les membres qu'il l'était pour la Sous-commission pour la liberté d'information, où l'on savait qu'une conférence aurait lieu au cours de l'année.

M. CASSIN (France) estimerait logique de s'en tenir à la procédure qui servit pour la Sous-commission pour la liberté d'information.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) considère que la Commission ne saurait rédiger le projet préliminaire de Déclaration des droits de l'homme sans l'aide de la Sous-commission en question, et que, par conséquent, la création de cette dernière est de première urgence.

La PRESIDENTE pense, au contraire, que le rôle de la Sous-commission pour l'abolition des distinctions et la protection des minorités consistera à contribuer à l'application des dispositions de la Déclaration.

M. HODGSON (Australie) appuie la proposition de M. Tepliakov, expliquant que les cinq Traités de Paix que l'on est en train de signer à Paris créent automatiquement des minorités composées de centaines de milliers d'individus, ainsi que des problèmes de nationalité, d'heimatlosat, de droits d'option et de citoyenneté, de dépossession, toutes questions que la Sous-commission devrait être en mesure de traiter immédiatement et dont elle devrait établir les principes directeurs.

La PRESIDENTE, reconnaissant qu'il est nécessaire que les membres de la Sous-commission soient désignés sans délai, explique que la Commission peut, soit appliquer la proposition des Etats-Unis, comme elle l'a fait pour la Sous-commission pour la liberté d'information, soit encore se rallier à la procédure indiquée dans le rapport du Rapporteur: cette deuxième

solution présenterait le double inconvénient de retarder les travaux de la Commission et de créer une dualité de procédure.

Le RAPPORTEUR donne lecture du texte de la proposition des Etats-Unis d'Amérique et la Commission décide, suivant la suggestion de M. Lebeau, de remplacer à la huitième ligne du paragraphe 2, le singulier "a list" par le pluriel "listes".

Par huit voix contre quatre, la Commission approuve l'amendement soumis par la Présidente, décidant ainsi de supprimer les sous paragraphes (a), (b), (c) du paragraphe III et de les remplacer par le texte de la délégation des Etats-Unis d'Amérique.

Par onze voix contre zéro, la Commission approuve le sous-paragraphe (d) du paragraphe 3, rétabli, à la demande de Mme Mehta (Inde) dans sa rédaction première, à savoir que les membres de la Sous-commission seront élus pour deux ans et non pas pour un an.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il votera contre l'adoption du Chapitre IV, mais uniquement parce qu'il est opposé à l'amendement au paragraphe 3 qui vient d'être adopté séparément.

La Commission approuve le Chapitre IV dans son ensemble par dix voix contre une,

3. Chapitre III, paragraphe 3 : composition de la Sous-commission pour la liberté de l'information et de la presse.

Par huit voix contre deux, la Commission approuve le paragraphe 3 du Chapitre III sous la forme conforme au texte de la délégation des Etats-Unis d'Amérique.

La Commission approuve, par sept voix contre quatre, le Chapitre II dans son ensemble.

4. Chapitre II: Déclaration internationale des droits de l'homme.

Le RAPPORTEUR procède à la lecture du Chapitre II.

Les membres de la Commission conviennent que M. CASSIN (France), qui a relevé plusieurs erreurs de rédaction dans le texte français, a latitude entière pour apporter à ce texte toutes corrections désirables.

Sur la proposition de Mme MEHTA (Inde), la Commission décide, aux cinquième et sixième lignes du sous-paragraphe (c) du paragraphe I, de remplacer l'expression "which may be submitted to it" "qui pourrait lui être soumis" par "which have been or may be submitted to it", "qui ont été, ou pourront lui être soumis". A la demande de M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), la Commission décide de supprimer à la troisième ligne du paragraphe 2 les mots "or excluded from" "ou être exclus de".

La Commission décide, sur proposition de M. EODGSON (Australie) de modifier le texte du paragraphe 3, de façon qu'il se lise comme suit : "Concerning the form of the Bill of Human Rights, the consensus of opinion of the Commission was that it should be submitted to the Commission by the Drafting Group as a draft resolution for presentation to and approval by the General Assembly".

La Commission, par neuf voix contre zéro et une abstention, adopte le Chapitre II dans son ensemble.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer qu'il s'est abstenu de voter parce qu'il estime que les attributions du groupe de rédaction actuel sont trop larges et que par conséquent la Commission devrait désigner un groupe plus important des membres de la Commission pour la rédaction du projet de déclaration.

Le RAPPORTEUR, rappelant qu'il agissait, lors de l'approbation des Chapitres III et IV, seulement en qualité de Rapporteur du Sous-comité, explique qu'il incombe encore à la Commission d'adopter officiellement ces deux mêmes chapitres, tels qu'ils seront soumis au Conseil économique et social.

La Commission adopte le Chapitre III dans son ensemble par sept voix contre trois.

La Commission adopte le Chapitre IV dans son ensemble par neuf voix contre une.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que c'est uniquement parce qu'il n'en approuve pas les dispositions relatives à la composition de la Sous-commission, qu'il vote contre l'adoption du Chapitre IV.

5. Examen et vote du Chapitre V.

La Commission examine ensuite le Chapitre V du rapport (document E/CN.4/19/Add.1), dont le RAPPORTEUR donne lecture.

Le Professeur CASSIN (France) demande que le paragraphe 2 soit divisé en deux paragraphes distincts, afin, surtout, de faire ressortir le manque de pouvoirs de la Commission, en ce qui concerne les ~~én~~onctions relatives aux violations des droits de l'homme.

Le RAPPORTEUR accepte cette proposition. Il est entendu que le nouveau troisième paragraphe commencera par le mot "toutefois" (however).

M. BAUTISTA (République des Philippines) suggère l'addition, au paragraphe 1, alinéa c), des mots "sans divulguer l'identité des auteurs".

Le RAPPORTEUR, soutenu par M. LEBEAU (Belgique) explique que la consultation des originaux des documents ne peut se faire sans révéler cette identité.

Décision : Après vote, qui donne lieu à pointage par appel nominal (recount by roll call), le Chapitre V est adopté par six voix contre quatre et une abstention.

Ont voté pour : France, Inde, Iran, Liban, Royaume-Uni, Etats-Unis;

Ont voté contre : Australie, Chine, URSS, Yougoslavie;

S'est abstenue : l'Egypte.

6. Discussion d'une proposition d'amendement du représentant de la France, tendant à l'addition d'un chapitre relatif aux groupes d'information.

Le Professeur CASSIN présente, pour insertion dans le rapport, l'amendement suivant :

"La Commission prend acte de l'invitation adressée par le Conseil économique et social aux Etats Membres des Nations Unies, en vue de la création, dans leurs pays respectifs, de groupes ou de comités d'information qui collaboreraient entre eux, pour le développement de l'activité de la Commission des droits de l'homme. La Commission espère que les Etats Membres lui apporteront, à intervalles réguliers et de leur propre initiative, soit directement, soit par l'intermédiaire desdits comités et groupes, leur concours pour son information".

Ce texte, s'il était adopté, déclare le Professeur CASSIN, permettrait d'établir une liaison entre l'opinion publique des Etats Membres et la Commission des droits de l'homme. Il reproduit une invitation du Conseil, à laquelle il serait extrêmement maladroit de ne pas faire écho, car elle est très favorable à la cause que poursuit la Commission. Certains pays ont déjà, d'ailleurs, créé les groupes en question.

La PRESIDENTE fait remarquer que la discussion de cette recommandation du Conseil économique et social n'a pas figuré à l'ordre du jour de la Commission.

Le RAPPORTEUR, qui reconnaît l'importance des groupes d'information à constituer, suggère qu'il n'en soit pas fait état dans le rapport, étant donné que la Commission n'a pris aucune mesure à leur sujet.

M. LEBEAU (Belgique) rappelle que le représentant de la France a pris la parole au sujet des groupes d'information, sans qu'un débat prolongé ait pourtant eu lieu. Il appuie la proposition française, sous réserve d'une légère modification de rédaction : l'expression "la Commission a

exprimé l'espoir" serait remplacée par "certains membres de la Commission ont exprimé l'espoir".

Décision : L'inclusion, dans le rapport, de la proposition du représentant de la France, est repoussé par six voix contre une.

Il est rappelé que le représentant de la France peut demander l'inscription de la question à l'ordre du jour de la Commission, pour la prochaine session.

7. Discussion relative aux annexes (Document E/CN.4/19).

Le RAPPORTEUR estime que la contribution faite aux travaux de la Commission par l'UNESCO et l'OIT mérite d'être transmise au Conseil économique et social, à titre d'information.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) se prononce contre l'inclusion des annexes dans le rapport. Les organisations dont il est question, déclare-t-il, ne sont pas les seules qui aient collaboré avec la Commission, et leurs suggestions n'ont pas à être signalées en détail, puisque celles des membres de la Commission ne le sont pas.

M. LEBEAU (Belgique) estime, que, puisque la contribution des Institutions et Organisations ne figure pas dans les décisions, l'inclusion de l'annexe dans le rapport est justifiée.

M. CHANG (Chine) propose que le Rapporteur fasse part, oralement, au Conseil économique et social, des suggestions des Institutions et organisations.

Décision : La proposition du représentant de la Chine est adoptée par neuf voix contre zéro.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) parlant sur le fond du sujet, rappelle que la Troisième Commission de l'Assemblée générale a repoussé l'idée d'un patronage commun des Nations Unies et de l'UNESCO, pour la prochaine conférence sur la liberté d'information.

Décision relative à la présentation du rapport.

La Commission décide, par sept voix contre zéro, l'addition, au Chapitre 1, d'un point 8, rédigé comme suit : "la commission autorise le Rapporteur à présenter son rapport au Conseil économique et social".

8. Discussion et décision relatives au lieu et à la date de la prochaine session de la Commission des droits de l'homme.

M. HUMPHREY (Secrétaire de la Commission) déclare que la question des lieu et date auxquels se tiendra la prochaine session de la Commission, est à l'étude au Secrétariat. Il croit savoir que les suggestions du Secrétariat sont les suivantes : du 30 juillet au 12 août, au Siège des Nations Unies, si le Conseil économique et social ne se réunit que deux fois cette année; du 21 juillet au 2 août, à Genève, si le Conseil se réunit trois fois.

M. CHANG (Chine) propose que la session ait lieu au Siège; le Conseil économique et social en fixerait la date. Il rappelle que le Règlement intérieur du Conseil prévoit trois sessions annuelles, et que le Conseil a décidé de tenir trois ou quatre session en 1947. M. Chang demande, pour des raisons d'économies budgétaires, que la session ait lieu au Siège.

M. LEBEAU (Belgique) fait état de renseignements récents émanant du Secrétariat, selon lesquels une séance à Genève revient, par jour, à trois millions de dollars moins cher qu'une séance à New York.

Le professeur CASSIN (France) propose que la session ait lieu à Genève, où d'autres Commissions doivent également se réunir, et d'où les travaux de la Commission des droits de l'homme auront un plus grand retentissement dans l'opinion publique mondiale.

MM. TEPLIAKOV (URSS) et DUKES (Royaume-Uni) appuient la proposition française.

Les pouvoirs de la Commission, relativement à la fixation du lieu et de la date de la prochaine session, faisant l'objet d'une discussion, la PRESIDENTE demande à M. Humphrey, Secrétaire de la Commission, de lire

l'article 5 du Règlement intérieur. Ce dernier est ainsi conçu : "Chaque session se tiendra au Siège des Nations Unies, à moins qu'un autre lieu ne soit choisi par la Commission, avec l'assentiment du Secrétaire". La décision de la Commission, déclare la Présidente, sera donc sous réserve de l'agrément du Secrétaire général.

M. LEBEAU (Belgique) déclare que la proposition chinoise n'est pas véritablement une proposition, puisque la Commission se réunit, en principe, au Siège. Il demande que le vote ait lieu, tout d'abord, sur les amendements français ou australien.

La PRÉSIDENTE décide de mettre au vote, par priorité, la proposition française : "La prochaine session de la Commission se tiendra le 21 juillet, à Genève".

Décision : La proposition française, en vue de la réunion de la Commission des droits de l'homme, le 21 juillet, à Genève est adoptée par sept voix contre trois.

M. STANCZYK (Secrétariat), en réponse à une question de M. Chang (Chine), déclare que le vote de la Commission n'a, pour le Secrétariat, qu'une valeur d'information.

La PRÉSIDENTE regrette que la Commission n'ait pas eu connaissance de l'opinion du Secrétaire général, qui lui aurait permis de prendre une décision sans réserve.

9. Elaboration d'un accord entre la Commission et le groupe chargé de la rédaction du projet préliminaire de Déclaration des droits de l'homme.

Après un échange de vues, relatif aux rapports par lesquels le groupe de rédaction du projet préliminaire de Déclaration des droits de l'homme, tiendra les autres membres de la Commission au courant de ses travaux, la Commission prend les décisions suivantes :

Le premier rapport du groupe de rédaction sera transmis le 1er avril; les autres rapports suivront à intervalles d'un mois.

Le rapport définitif sera expédié le 25 juin.

10. Vote du rapport de la Commission des droits de l'homme, au Conseil économique et social, dans son ensemble.

Décision : Le rapport de la Commission, comprenant, notamment, fixation des lieux et date de la prochaine session, et des mesures prises pour tenir les membres de la Commission au courant des travaux du groupe de rédaction, est adopté, dans son ensemble, par huit voix contre zéro.

11. Conclusion des débats de la première session de la Commission des droits de l'homme.

M. CHANG (Chine) demande l'inscription, au procès-verbal, pour communication à tous les intéressés, de la déclaration suivante :

" La Commission des droits de l'homme exprime, au Secrétaire général, ses remerciements pour la très grande compétence avec laquelle le personnel s'est acquitté de sa tâche, avant et pendant la première session de la Commission.

"La Commission n'est pas près d'oublier l'allocution d'ouverture qu'a prononcée M. Laugier, en sacrifiant son bien-être personnel et en mettant en danger son état de santé. Elle estime, de plus, qu'il convient de féliciter le Secrétaire général d'avoir, parmi son personnel, un homme comme le Docteur Humphrey, lequel a rempli les fonctions de Secrétaire de la Commission. La réussite des travaux de la Commission est due, en grande partie, à l'esprit méthodique, au haut degré d'intelligence, et au dévouement inlassable que le Docteur Humphrey a apportés à l'exécution de la tâche de la Commission.

"La Commission désire également exprimer sa reconnaissance et sa gratitude à son entraînante et dévouée Présidente, dont elle ne peut qu'admirer sincèrement l'attachant esprit de patience

"et de bonne humeur".

MM. HODGSON (Australie), CASSIN (France) MALIK (Liban), DUKES (Royaume-Uni), RIBNIKAR (Yougoslavie), EBEID (Egypte), s'associent aux sentiments exprimés par le représentant de la Chine.

La séance est levée à 18 h. 30.
